



Grève et manifestation le jeudi 10 novembre pour des augmentations générales (pour nos salaires et nos droits sociaux)

Après la réussite de la journée de grève et de manifestations du 18 octobre, nos organisations veulent amplifier le mouvement pour la hausse généralisée des salaires, des pensions et minimas sociaux et la défense du système des retraites par répartition.

Le gouvernement vient de dégainer trois fois le 49-3 pour le budget de l'État et le budget de la Sécurité sociale, preuve de la fragilité de sa majorité. Cela lui a permis de retoquer des amendements venus de l'opposition comme de son propre camp, comme la taxation des superprofits. Ce déni de démocratie est déjà annoncé aussi pour la réforme des retraites qui porte le recul de l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

C'est par la force que le gouvernement compte imposer la stagnation des salaires et le recul des droits chômage et retraites quand l'inflation flirte avec les 12 % sur l'alimentation et 20% sur l'énergie. Il prévoit même de conditionner le RSA à des heures d'activité. En normalisant le travail gratuit et la précarité, ce gouvernement dévalorise le travail et tire tous les salarié·e·s vers le bas en les mettant en concurrence.

Alors, pour espérer simplement manger, se chauffer, vivre dignement, il nous faut aussi engager le rapport de force.

Les travailleur·se·s de très nombreux secteurs professionnels se mobilisent depuis des mois dans leurs entreprises, services ou collectivités pour revendiquer et gagner de légitimes augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail, des emplois de qualité.

Les jeunes se mobilisent aussi, pour leurs conditions de vie et d'études ainsi que pour une réforme des bourses ambitieuse. Le mouvement des lycées professionnels a été lui aussi une réussite et s'inscrit dans la même logique de défendre les qualifications et diplômes nationaux qui doivent rester la base des grilles salariales dans les conventions collectives. Les élèves de la voie professionnelle ne sont pas de la chair à patron·ne·s.

Aujourd'hui, ce ne sont pas les grévistes qui bloquent le pays mais bien le patronat et le gouvernement qui refusent d'augmenter à hauteur des prix les salaires, le point d'indice de la Fonction publique, et les pensions. La mobilisation doit s'amplifier dans tous les secteurs du privé comme du public. C'est par ce biais que les salarié·e·s obtiennent, avec leurs organisations syndicales, l'ouverture de nouvelles négociations et des avancées salariales significatives.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, CNT, UEG, UNEF, MNL décident d'appeler ensemble les travailleuses et travailleurs, les privé·e·s d'emploi, les retraité·e·s et la jeunesse à la mobilisation y compris par la grève le jeudi 10 novembre 2022 pour :

- l'augmentation des salaires, des pensions de retraites et minima sociaux, bourses et allocations d'autonomie ;
- la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités ;
- le retrait de la réforme de l'assurance chômage ;
- l'amélioration des conditions de vie et d'études ;
- le refinancement de tous les services publics et l'arrêt des exonérations de cotisations pour les patrons (aides publiques aux entreprises = 157 milliards par an !).

Nos organisations appellent à :

- organiser partout des débrayages et des piquets de grève pour exiger l'ouverture immédiate de négociations salariales ;
- organiser partout des assemblées générales ;
- participer aux manifestations en Isère.

Manifestations en Isère
Grenoble : 11h départ Gare – arrivée place de Verdun